

Informations *Rapides*



27 mai 2010 - n° 141 **CONJONCTURE**

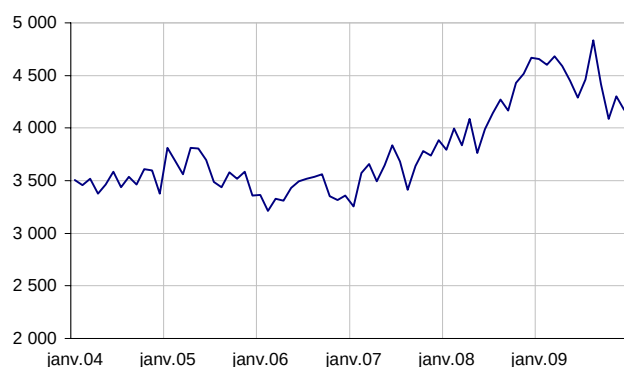
■ Défaillances d'entreprises - Jugements d'ouverture de procédure rendus en décembre 2009 (annonces publiées jusqu'en mars 2010)

Défaillances d'entreprises : -3 % en décembre 2009

Les défaillances d'entreprises jugées au cours du mois de décembre 2009 sont en baisse par rapport au mois de novembre 2009 (-3,0 %), en données corrigées des variations saisonnières (CVS) et du nombre de jours ouvrables (CJO).

Le nombre de défaillances jugées au cours du quatrième trimestre 2009 est en baisse par rapport au quatrième trimestre 2008 (-8,4 %, T/T-4).

Défaillances d'entreprises en date de jugement – Données CVS-CJO *



* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : BODACC, traitement Insee

Hausse des défaillances en 2009

Le nombre de défaillances jugées au cours de l'année 2009 est en hausse de 7,1 % par rapport à l'année 2008.

Défaillances d'entreprises en date de jugement

Données CVS-CJO*

	Août 2009	Sept. 2009	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009
Ensemble	4 836	4 416	4 087	4 300	4 172
Évolution m/(m-1) %	8,3	-8,7	-7,5	5,2	-3,0

* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

N. B. : la série désaisonnalisée « ensemble » est la somme des séries sectorielles désaisonnalisées, les secteurs d'activité étant ceux de niveau d'agrégation A 10 (cf. tableaux p. 2).

Source : BODACC, traitement Insee

Défaillances d'entreprises en date de jugement

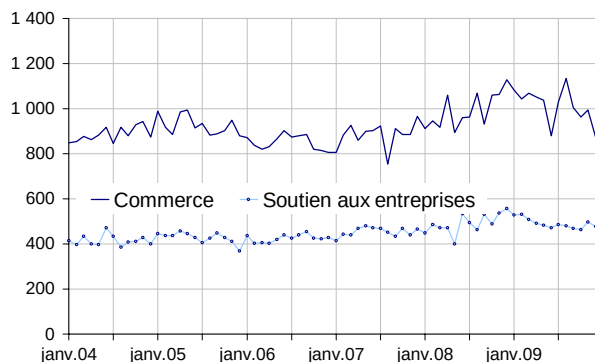
Données brutes

	Glissement du cumul* sur		Cumul sur les 12 derniers mois	Cumul sur les 12 mois précédents
	3 mois (%)	12 mois (%)		
Ensemble	-8,4	7,1	53 299	49 745

* Défaillances d'entreprises durant les 3 ou 12 derniers mois comparées aux mêmes mois un an auparavant

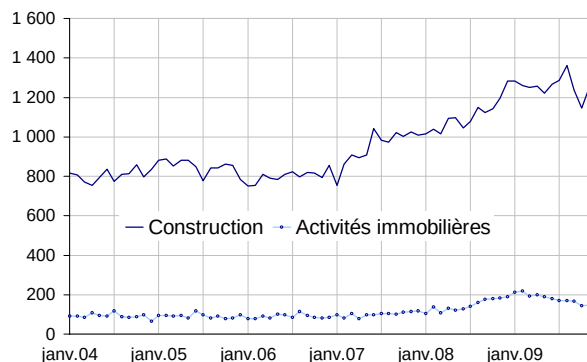
Source : BODACC, traitement Insee

Défaillances d'entreprises dans le commerce et les services - en date de jugement - Données CVS-CJO



Source : BODACC, traitement Insee

Défaillances d'entreprises dans la construction et l'immobilier - en date de jugement - Données CVS-CJO



Source : BODACC, traitement Insee

Défaillances d'entreprises en date de jugement

Données CVS - CJO

	NA*	Oct. 2009	Nov. 2009	Déc. 2009
Ensemble		4 087	4 300	4 172
Industrie	BE	325	338	330
dont industrie manufacturière	C	318	327	322
Construction	FZ	1 147	1 243	1 190
Commerce, transports, hébergement et restauration	GI	1 544	1 606	1 527
dont Commerce ; réparation automobile	G	963	994	873
dont Transports et entreposage	H	136	133	155
dont Hébergement et restauration	I	437	478	483
Information et télécommunication	JZ	109	110	132
Activités financières et d'assur.	KZ	72	61	69
Activités immobilières	LZ	145	146	113
Soutien aux entreprises	MN	463	498	477
Enseignement, santé, action sociale	PQ	82	82	97
Services aux ménages	RS	201	216	239

N. B. : les différentes séries présentées dans ce tableau ont été désaisonnalisées indépendamment les unes des autres. La série désaisonnalisée « ensemble » est la somme des séries sectorielles désaisonnalisées de niveau A 10.

* Nomenclature agrégée : les codes sur 2 caractères correspondent au niveau d'agrégation A 10 de la NA ; les codes sur 1 caractère correspondent aux sections de la NAF rév. 2, ou niveau d'agrégation A 21, de la NA.

Source : BODACC, traitement Insee

Défaillances d'entreprises en date de publication

Données brutes

	NA*	Jan. 2010	Fév. 2010	Mars 2010
Ensemble		3 727	4 905	4 751
Industrie	BE	261	392	383
dont industrie manufacturière	C	253	378	367
Construction	FZ	1 035	1 374	1 388
Commerce, transports, hébergement et restauration	GI	1 357	1 871	1 782
dont Commerce ; réparation automobile	G	804	1 113	1 076
dont Transports et entreposage	H	137	169	174
dont Hébergement et restauration	I	416	589	532
Information et télécommunication	JZ	113	115	105
Activités financières et d'assur.	KZ	71	77	58
Activités immobilières	LZ	118	161	169
Soutien aux entreprises	MN	460	536	488
Enseignement, santé, action sociale	PQ	84	110	120
Services aux ménages	RS	228	269	258

* Nomenclature agrégée : les codes sur 2 caractères correspondent au niveau d'agrégation A 10 de la NA ; les codes sur 1 caractère correspondent aux sections de la NAF rév. 2, ou niveau d'agrégation A 21, de la NA.

Source : BODACC, traitement Insee

Pour en savoir plus :

Une défaillance n'est pas une cessation – Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent ainsi l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures de redressement : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise). Les liquidations ne représentent qu'une partie des cessations d'entreprises (entre 10 % et 20 % selon les secteurs).

Trois mois entre la date d'un jugement et sa publication – Les statistiques de défaillances proviennent du Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales (BODACC), qui publie tous les mois les jugements intervenus aux cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages...). Afin d'annuler ces effets techniques et de présenter des séries cohérentes dans le temps, des séries sont publiées en date de jugement. Toutefois, il faut attendre trois mois pour obtenir 98 % des jugements effectués au cours d'un mois donné, ce qui explique le décalage temporel entre les deux séries.

Des séries CVS-CJO depuis 1993 – La série des défaillances d'entreprises a été recalculée en NAF rév. 2 depuis l'année 1993. Les séries complètes sont disponibles sur le site Insee.fr rubrique "Bases de données - Indices et séries statistiques".

Afin de pouvoir comparer le nombre de défaillances entre différents mois, le nombre de défaillances d'entreprises de chaque mois est corrigé des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO) via la procédure X12-Arima du logiciel SAS.

- Des données complémentaires (séries longues, méthodologie, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cette publication : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=71>

- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : fin juin 2010 à 12h